

## L'éducation ne doit pas servir à la délation.

### Non au projet de loi sur les « droits des étrangers » !

Du 20 au 24 juillet l'Assemblée nationale a examiné en première lecture le projet de loi relatif « aux droits des étrangers en France ». Le texte sera discuté à l'automne au Sénat, avant un nouveau passage à l'Assemblée nationale.

SUD éducation s'oppose à ce projet, qui amplifie la politique anti-immigré-e-s et qui prévoit notamment d'instaurer un dispositif de contrôle permettant aux préfetures, dans le cadre de l'examen des demandes de titre de séjour, d'accéder aux informations détenues entre autres par les établissements scolaires.

Le passage devant l'assemblée nationale au milieu de l'été n'a été qu'une première étape parlementaire.

### Aucune loi contre la recherche de plus de justice !

Aucune « forteresse européenne » n'empêchera quiconque de fuir l'horreur et la misère, aucune politique utilitariste qui prend et rejette les étranger-ères au gré des besoins économiques.

Ce sont les mêmes gouvernements européens qui nous infligent des politiques d'austérité et qui traitent les réfugié-es et les migrant-es comme du bétail.

### Opposons à la politique répressive le droit d'asile, la liberté de circulation et d'installation

Il est encore temps de construire la mobilisation pour imposer l'abandon de ce projet de loi, et de créer un rapport de force favorable pour les droits des étranger-e-s.

Le récent afflux de migrants et les drames qui en découlent aux frontières de l'Europe provoque un mouvement d'indignation.

Les guerres au Moyen-Orient et en Afrique forcent au départ des millions de personnes. Certains essaient de rejoindre l'Union européenne, pour y trouver refuge, y vivre et y travailler.

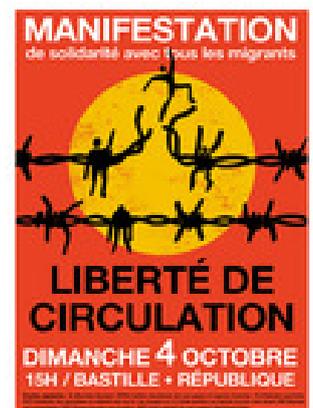
On ne saurait oublier la responsabilité des puissances occidentales, dans le chaos des zones concernées par les exodes, du fait des interventions militaires et des politiques de libre-échange.

En France les conditions d'accueil qui sont réservées aux migrants sont indignes, bien souvent obligés de dormir dans la rue et privés de soins, leurs droits les plus élémentaires sont bafoués.

Face aux situations tragiques que vivent les migrants, les solidarités se multiplient. Aussi louables soient-elles, elles ne peuvent entièrement répondre à un problème qui est avant tout politique.

La principale réponse de l'Europe est la militarisation de ses frontières. La fermeture des frontières est criminelle.

Face à cette situation, il n'y a pas d'autre solution que d'ouvrir les frontières. Qu'ils soient nommés réfugiés, migrants ou sans-papiers, nous exigeons des droits égaux pour tous, des titres de séjour, l'accès aux soins et au logement.



**Après la manifestation unitaire de solidarité avec les migrants du dimanche 4 octobre, il faut amplifier encore la mobilisation pour imposer cette autre politique.**